

Sur le premier tour de la présidentielle

lundi 1er mai 2017, par [LEMAITRE Yvan](#), [UFFERTE Isabelle](#) (Date de rédaction antérieure : 30 avril 2017).

Projet de résolution pour le CPN du NPA sur le premier tour de la présidentielle (non adopté). Voir aussi une autre contribution à ce débat en ligne sur ESSF (article 40922) : [La situation en France après le premier tour de la présidentielle](#).

1) Le premier tour de l'élection présidentielle a soldé les comptes de plus de 30 ans d'alternance ou de cohabitation droite-gauche au service des classes dominantes. L'effondrement des partis de droite et de gauche cède la place à Macron, l'ami des banquiers et des patrons, et à Le Pen, l'héritière raciste et xénophobe. Ils sont l'un et l'autre les candidats du système, des classe dominantes qu'ils aspirent à servir contre la population.

Non seulement Macron n'est pas un rempart face à sa rivale mais il représente une étape vers la conquête du pouvoir par l'extrême-droite si le mouvement ouvrier, la jeunesse ne prennent pas les choses en main. Il suffit de l'entendre dire qu'il sera patriote pour mieux combattre le nationalisme pour comprendre que son double jeu hypocrite, son inconsistance qu'il cherche à compenser par un sens aigu du pouvoir et des rapports de force, son arrivisme sans scrupule ne peuvent qu'ouvrir la voie à Le Pen. L'aventurier est façonné par l'effondrement de la droite et de la gauche gouvernementale et les institutions que De Gaulle a données à la bourgeoisie.

Celles-ci ne sont pas en crise contrairement à ce que l'on entend souvent dire, bien au contraire. Elles lui offrent plusieurs possibilités pour gouverner, constituer sa propre majorité ou bien une majorité d'union nationale et dans tous les cas en renforçant la concentration des pouvoirs, en censurant toute démocratie. Ce jeu bonapartiste favorisé par les institutions de la V^e constitue la réponse du système au discrédit des deux partis qui ont mené l'offensive des classes dirigeantes contre les travailleurs et les classes populaires afin de poursuivre cette offensive et l'accentuer pour sauver les profits et les spéculations financières et pour cela de renforcer encore plus l'exécutif.

Cette combinaison d'une centralisation accrue du pouvoir et d'un durcissement de l'offensive réactionnaire prépare la place pour l'extrême-droite peut-être même sans avoir à attendre la fin du quinquennat face à une aggravation des tensions économiques et financières, sociales. Il est probable que dès le 7 mai la campagne de Macron propulse comme jamais la candidate de l'extrême-droite.

2) Le double « 21 avril » pour Les Républicains et le Parti socialiste, constitue bien un séisme politique. « On tourne clairement aujourd'hui une page de la vie politique française », peut, à juste titre se réjouir Macron.

Les ralliements de la droite comme ceux de la gauche qui se bousculent pour appeler à voter Macron en espérant trouver une place dans les combinaisons parlementaires à venir sont bien à l'image de leur république du fric, des affaires et des guerres que Le Pen ne demande qu'à servir. Ce séisme

s'inscrit dans des évolutions sociales et politiques qui touchent d'une façon ou d'une autre tous les pays capitalistes dominants. Après le Brexit et Trump, la France connaît Macron-Le Pen, effet politique des conséquences des évolutions du capitalisme depuis la crise de 2007. Il est ici aussi un signal d'alarme, il n'y a pas d'avenir progressiste et démocratique sans l'intervention politique de la classe ouvrière. Le rejet du système qui s'est exprimé tout au long de la campagne, la montée du mécontentement, les prises de conscience au sein de la jeunesse, l'instabilité politique engendrée par la présidentielle, accentuée probablement par les législatives de juin, pourraient bien déboucher sur une explosion sociale.

3) La lutte contre le FN n'est pas une lutte « républicaine » contre « le fascisme ». Sans minimiser en rien le danger qu'elle représente, Le Pen, ce n'est pas, aujourd'hui, le fascisme. Toutes les politiques incantatoires dénonçant Le Pen en invoquant une prétendue morale républicaine affirmant que le FN n'est pas un parti comme les autres ont montré leur impuissance depuis le vote Chirac en 2002. Dénoncer les menaces fascistes tout en pratiquant le dialogue social avec Sarkozy puis Hollande est un aveu d'impuissance.

La lutte contre le FN est une lutte politique. L'apostrophe de Philippe Poutou lors du débat du 4 avril a fait bien plus que les manifs minoritaires contre les meetings de Le Pen dont les répétitions rituelles ne convainquent personne voire aident Le Pen à prendre la pose de la démocrate que les gauchistes voudraient censurer.

Combattre Le Pen, c'est combattre les politiques qui pavent son chemin. Comment peut-on croire lutter contre Le Pen en laissant croire que Macron ennemi juré des travailleurs, pourrait nous en protéger ? Le populisme centriste de Macron posant au patriote pour noyer la classe ouvrière dans le tricolore est, quant au fond, de même nature que le populisme d'extrême droite de Le Pen. Un nationalisme ouvert contre un nationalisme étroit ? Un nationalisme proUE contre un nationalisme antiUE ? Au final tout cela risque de se ressembler, l'un comme l'autre étant prêt à s'adapter à la réalité de ce que sera l'UE déjà fortement mise en péril.

Combattre Le Pen, c'est refuser de gommer les rapports de classe, c'est avoir un politique d'indépendance de classe pour défendre les intérêts des exploités et des opprimés dans une perspective internationaliste pour une Europe des travailleurs et des peuples.

Le séisme politique que représente la présidentielle ouvre une situation très instable au sein du pays dans une Union européenne en crise. Les vieux partis qui jusqu'alors encadraient l'opinion ont implosé perdant tout crédit, l'opinion est volatile, un profond mécontentement s'accumule, une colère, une révolte. Les plus jeunes prennent conscience, après l'élection de Trump, des menaces qui s'accumulent sur leur propre avenir, ils ne se laisseront pas faire. Tous ceux qui se plaignent que la jeunesse ne se mobilise pas contre Le Pen entre les deux tours comme en 2002 ne voient pas ce qui se passe. Les jeunes ne se résignent pas. Ils ne croient pas à l'incantation, et encore moins que leurs ennemis les protégeront de leur ennemis, ils n'ont nullement abdiqué de construire leur vie pas plus que de la liberté et du progrès. Celles et ceux qui descendent dans la rue le font pour rejeter Le Pen comme le capitalisme.

4) « C'est la fin d'un cycle, la fin d'une histoire » a déclaré, non sans satisfaction, Valls après la défaite de Benoît Hamon. En effet, avec 6,35%, ce dernier a réalisé le plus mauvais score d'un candidat du PS depuis Gaston Defferre en 1969 (5,01%). Son parti qui, il y a cinq ans, concentrait entre ses mains quasiment tous les pouvoirs est aujourd'hui à terre. Il prétendait avoir « remis la gauche sur son axe historique », mais cet axe historique c'est l'axe du reniement, des promesses non tenues, des mensonges et d'une politique soumise aux patronat et aux banques.

Et à peine avait-il fait le douloureux constat, « J'ai échoué », qu'il suivait Cambadélis et tous les

autres pour appeler à voter Macron.

En attendant, les dirigeants du PS qui l'ont liquidé s'interrogent sur le seul sujet qui les préoccupe, comment utiliser les législatives pour avoir les moyens de négocier une place dans la future majorité présidentielle ou au moins jouer un rôle au Parlement. A défaut d'avoir une autre politique que celle de Macron, la logique destructrice des ambitions et rivalités politiciennes poursuit son œuvre destructrice.

Alors que le PC s'est lui-même effacé derrière Mélenchon, l'effondrement de Hamon signe la fin de cette gauche du congrès d'Épinay quand l'homme de droite qu'était Mitterrand avait, en 1971, fait une OPA sur la vieille SFIO moribonde pour soumettre le PC à ses intérêts politiques dans le cadre de l'Union de la gauche. Cette gauche vouée à la défense des intérêts de la bourgeoisie ne pouvait résister à la crise, elle s'est elle-même liquidée pour se donner à un jeune arriviste apprenti Bonaparte.

Les idées ne manqueront pas pour refonder cette gauche défunte. Nouvelles et vaines illusions, la tâche des militantEs du mouvement ouvrier, de la nouvelle génération en révolte contre le sombre avenir que lui fait entrevoir cette sinistre présidentielle est de s'attacher à construire un parti pour la transformation révolutionnaire de la société, un parti des travailleurs. La perspective portée par notre campagne...

5) Mélenchon a accueilli son score qui représente cependant « une percée historique » comme l'écrit *L'Humanité* quasiment comme une défaite. Il a pourtant à la fois réussi à capter l'électorat du PC, ce qui n'était pas assuré, loin s'en faut, et à siphonner largement l'électorat de Hollande de 2012 et a réuni un total de 19,62 % des suffrages.

Cette appréciation de son propre résultat par Mélenchon est en fait en cohérence avec la logique de sa politique qui rentre en concurrence avec les autres prétendants Bonaparte, populistes d'extrême droite ou du centre. Cette logique s'appuie sur la logique du jeu institutionnel dans le cadre de la V^e République dont le caractère présidentiel a été accentué par la mise en place du quinquennat destiné à renforcer le pouvoir présidentiel en lui garantissant une majorité parlementaire.

Éliminé de la course dès le premier tour, Mélenchon affiche son dépit parce que pour lui les difficultés commencent.

Son refus de prendre position pour le second tour obéit à la même logique. Son souci n'est pas de préserver l'indépendance politique de la classe ouvrière mais il ne peut se rallier de quelque façon que ce soit à un rival victorieux ! Qu'importe que cela aggrave ses difficultés. Qu'importe qu'il laisse par son silence le FN flatter son électorat et les médias mener campagne sur la complaisance sur une partie de son électorat vis à vis de Le Pen. Ce n'est pas son problème, l'essentiel pour lui est de rester au dessus de la mêlée, ou de croire qu'il reste au dessus de la mêlée alors qu'il s'enferme dans des jeux politiques pervers.

Pierre Laurent, le soir même du premier tour, a appelé à voter Macron. Il espère ainsi rester dans le cadre " républicain " pour négocier avec le reste de la gauche tout en s'appropriant les bénéfices de la campagne Mélenchon. Les législatives s'annoncent tendues alors que déjà le PC avait bien l'intention de vivre sa vie en inscrivant ses candidats dans une politique d'union de la gauche pour laquelle il avait milité tout en soutenant Mélenchon. Le PC espère ainsi prendre sa revanche mais dans ces jeux politiques les intérêts des classes populaires sont loin, très loin.

L'avenir de la France Insoumise ne s'annonce guère plus brillant que le fut celui de feu le Front de gauche. Sans le PC et avec peu de députés on voit mal comment Mélenchon pourrait transformer

son mouvement en un réel parti. Dupe du jeu institutionnel qu'il prétendait pourtant combattre Mélenchon risque bien de se retrouver en grande difficulté.

6) Les élections, la politique rattrapent tout le monde et le milieu syndical est obligé de se positionner par rapport au second tour. La CFDT n'a aucune gêne à soutenir Macron, pour la FSU les choses sont plus compliquées mais le résultat est le même, appeler à battre Le Pen sans même dire un mot de la politique passée et à venir de Macron. Le bureau confédéral de la CGT déclare, « La CGT les combat et les combattra sans relâche ! Elle n'aura de cesse de faire barrage à l'extrême droite ! Pas une voix ne doit se porter sur sa candidate ! » Solidaires reprend la même formule et réaffirme que « pas une voix ne doit aller au FN » mais récuse tout « soutien à une politique libérale et répressive ». Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a redit, sur France Inter, qu'il « ne donne aucune consigne de vote », tout en soulignant que la présence de Le Pen au second tour est « un problème démocratique », et en rappelant son « rejet de tout racisme, xénophobie ou antisémitisme ».

Le 1^{er} mai aura lieu dans la confusion la plus totale sans que s'affirme clairement, en toute indépendance des jeux institutionnels, une politique de classe contre Le Pen mais aussi contre Macron pour préparer une riposte aux attaques qui sont déjà annoncées, défendre les exigences du monde du travail, la solidarité internationale des travailleurs contre le nationalisme et le racisme.

Cette confusion vient souligner la nécessité de mener la lutte au sein de nos organisations syndicales pour faire vivre une orientation politique en rupture avec le dialogue social pour défendre l'indépendance de classe. Cela ne veut pas dire ne pas faire de politique, bien au contraire, mais mettre en œuvre une politique qui réponde aux intérêts et besoins des salariés en toute indépendance du patronat, des banques et de leurs États. Et des politiciens qui les servent.

De ce point de vue, même si on peut reprocher aux organisateurs de la manifestation du 1^{er} tour social d'avoir flatté l'abstentionnisme, les préoccupations qu'ils expriment sont justes. Il nous faut les prendre en compte dans la perspective de contribuer à la construction d'un courant lutte de classe intersyndical qui est indissociable de la construction d'un parti des travailleurs organisant la classe ouvrière, faisant de l'intervention en son sein sa priorité.

Dans ce contexte, la manifestation du 1^{er} mai prend un sens tout particulier. Elle est l'occasion pour toutes celles et ceux qui le souhaitent de manifester leur indépendance de classe pour combattre le FN ainsi que toutes les politiques qui lui ont préparé le terrain.

7) Notre campagne a rencontré un réel écho, Philippe a su susciter une large sympathie qui a été déterminante pour réussir à franchir l'obstacle des parrainages puis affirmer nos axes de campagne autour de quelques points essentiels : le candidat ouvrier en rupture avec leur monde, l'indépendance de classe face à la droite et à la gauche gouvernementale, la nécessaire convergence des mobilisations, des mesures d'urgence pour défendre les intérêts du monde du travail, l'internationalisme, la nécessité d'un parti des travailleurs, instrument de leurs luttes. Il y a là des leçons à tirer. Faire fructifier, ensemble, les acquis de cette campagne très positive, c'est nous dégager des doutes et des hésitations que nous avons dû surmonter à chaque étape depuis le congrès où, pourtant, une large majorité avait décidé de présenter une candidature anticapitaliste et révolutionnaire.

Ces doutes résultent de raisonnements erronés : vouloir construire une nouvelle représentation des exploités sans en définir les contours, vouloir s'inscrire dans la gauche radicale à laquelle nous devrions donner des conseils, considérer la candidature de Philippe comme une candidature par défaut.

Bien sûr nous nous adressons aux militants et sympathisants de la vieille gauche comme de la gauche relookée ou à ceux du PC mais c'est pour défendre une politique de classe, indépendante des institutions dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société.

8) Notre score (1,1 %) comme celui de Nathalie Arthaud (0,66 %) sont faibles sans commune mesure avec la sympathie qu'ont rencontrée nos campagnes en particulier celle de Philippe et du NPA. Sa force a été d'être, sur la scène politique, l'ouvrier dans lequel des milliers d'autres salariés se sont reconnus, en rupture avec le système et ses rites, la faiblesse de Nathalie a été de tenir un discours par trop formaté même si souvent son argumentation était plus serrée, plus structurée que la nôtre. Complémentaires et solidaires, oui, perçus comme tels, et c'est un acquis de cette campagne.

Indépendamment des différences, nous avons la même difficulté à rendre crédibles nos idées et perspectives pour aller au delà de la dénonciation, de la contestation du système et des mesures d'urgence, démontrer la possibilité d'une autre société, les chemins pour la construire en prenant appui sur les réalités sociales, les évolutions, l'histoire. Nous avons de grandes difficultés à aller au delà de la nécessité de la lutte, de se mobiliser et cela de façon incantatoire ou d'affirmer, de façon tout aussi incantatoire, la nécessité du communisme. Nous ne réussissons pas à nous affirmer en opposition radicale dans la lutte pour le pouvoir, à parler au nom des intérêts d'une classe dont nous pensons qu'elle doit prétendre à diriger la société. Pour une grande part bien sûr ces limites appartiennent aux rapports de force globaux mais si nous voulons les bousculer, les inverser, il nous faut nous donner les moyens de penser la suite sans en rester à l'incantation, oser penser les chemins du pouvoir.

Ces élections participent d'une nouvelle époque qui est en train de s'écrire. Elle est l'expression d'un tournant qui s'opère en profondeur et exige de faire du neuf au lieu de vivre chacun sur ses acquis. L'idée que le capitalisme n'est pas amendable, réformable commence à pénétrer les consciences, cette évolution demande des réponses, fiables, crédibles sur le plan des idées comme de la politique et de l'organisation.

Après 68 jusqu'à la rupture de 1995-1997 la fécondité de la politique de LO a été d'avoir eu l'audace de défendre une politique d'unité du mouvement gauchiste au décours même du mouvement puis d'unité du mouvement trotskyste non pour de simples accords électoralistes mais dans la perspective de la construction d'un parti révolutionnaire. Cela jusqu'au moment où cette politique a porté ses fruits, où LO avait conquis une position qui lui permettait de prendre l'initiative. Là les réflexes conservateurs et craintifs ont pris le dessus, la direction de LO s'est dérobée à ses propres engagements. Nos camarades de LO sont aujourd'hui devant les conséquences de leur choix politique, ils ne pourront rester enfermés dans cette attitude.

L'évolution du NPA est, à l'opposé, l'aboutissement du processus engagé avec la fusion-intégration entre la LCR et Voix des travailleurs, de la politique de rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires qui lui a donné naissance en 2009. D'une certaine façon, notre campagne reflète les contradictions de ce processus, les contradictions du NPA confronté à une nouvelle situation politique.

Nous savons bien que des rapports militants complémentaires et solidaires au quotidien ne se reconstruiront pas ou ne se construiront pas du jour au lendemain, que la direction de LO y semble pour le moins peu préparée. Mais il est important d'y travailler, d'échanger à tous les niveaux, entre militantEs et aussi entre directions, de rechercher les possibilités d'interventions communes...

9) Une telle démarche repose sur un choix politique, la compréhension qu'il ne pourra naître dans ce pays de parti des travailleurs sans politique de rassemblement, de regroupement.

Les campagnes électorales ont l'immense mérite d'obliger chacune et chacun à penser, à formuler ses idées grand angle en s'adressant à des millions de travailleurs, de jeunes pour partager avec eux notre révolte, nos idées, nos perspectives, leur donner des raisons de croire en eux et en leur classe, en leur rôle révolutionnaire.

Les faibles résultats tant du NPA que de LO ne peuvent seulement s'expliquer par des rapports de force dont nous ne serions en rien responsables. Ce serait la réalité objective, les conséquences du vote utile. Un tel raisonnement masque nos propres limites.

Force est de constater que nous n'avons pas su offrir des perspectives suffisamment crédibles au mécontentement, à la révolte que nous avons aidé à s'exprimer, encouragé. La situation nous interpelle, les menaces sont réelles et inquiétantes, la probable victoire de Macron ouvre une période d'instabilité voire de crise politique qui peut déboucher sur la conquête du pouvoir par l'extrême droite. La seule force capable d'enrayer ce processus d'autant plus dangereux qu'il se déroule à l'échelle européenne, voire mondiale, c'est la classe ouvrière à condition qu'elle soit capable de s'en donner les moyens, que nous en soyons capables.

La campagne de la présidentielle est, pour nous, un point d'appui pour reprendre l'offensive.

Yvan Lemaitre

Isabelle Ufferte
